



GASPARD KOENIG

Le statut général des fonctionnaires est un boulet pour la France, plaide l'écrivain et directeur du think-tank Generation Libre*

ses prédecesseurs, « ce goulu veut imposer et le sens de la responsabilité. »
 Trente ans après, la dernière réforme de 1983, qui généralisa le statut à l'ensemble des agents publics, force est de constater que le boulet est pas-
 sivement continu et hors de contrôle. L'emploi public en France représente aujourd'hui 25 % de l'emploi total, soit près de deux fois la moyenne des pays de l'OCDE, et compte 5,4 millions d'agents sous statut. Un quart de la dépense publique passe dans leur rémunération. Si l'on veut sérieusement redresser les comptes, il n'y a guère d'autre solution que de restaurer des pans entiers de l'administration, comme il ont fait avant nous le Canada, la Suède, le Royaume-
 Uni et l'Amérique. Cela implique d'en finir avec l'emploi à vie, un dogme d'un autre âge.

Mais surtout, le statut est en lui-même un obstacle à l'exercice du pouvoir politique et, in fine, à la réalisation de la volonté d'un autre âge.

Le statut est en lui-même un obstacle à l'exercice du pouvoir politique et, in fine, à la réalisation de la volonté

un autre âge. Ce statut, qui se voulait contractant, est devenu trop protecteur pour certains, et trop handicapant pour d'autres. Pourquoi les jeunes professeurs, dont les salaires, ont-ils subi un tel choc à être dans le défilé de leurs affectations ? Pourquoi ne peuvent-ils expérimenter d'autres métiers sans risquer d'être désagréés ? Le statut, avec sa mystique du concours et son obsession du grade, empêche toute gestion moderne des ressources humaines.

La première étape de la classe politique est de croire, et de faire croire, que le statut est substantiel à notre conception du service public, alors qu'il relève d'une simple contingence historique. On sait par exemple que le précédent président de la République s'opposait obstinément à la réforme pour faire mesurer et ingéniérie que lui proposait le rapport Sillanpaa. La deuxième erreur est de croire, et de

Le statut, c'est la tentation de l'éternité. Pour retrouver un État fort et mobile, remettons la fonction publique dans le temps de l'histoire

L'opinion publique est largement prête à une rupture plus radicale. Selon un sondage réalisé en avril 2007 par l'Institut pour la République, seulement 32 % des Français soutiennent que les fonctionnaires, lorsqu'ils sont employés dans le secteur public, devraient bénéficier d'un statut particulier. De nombreux emplois devraient être attribués eux aussi à un autre âge.

Nous avons donc étudié toute une série d'options, accompagnées de chiffres et de prévisions d'études de faisabilité juridiques. Il y a l'option « à la française », préservant le statut pour les fonctions de puissance publique (entre 50 000 et 1 million d'agents en France, selon les critères retenus), l'option « porce ouverte », laissant le choix du statut ou du contrat à la discrétion de

suppression générale du statut, sans compensation, et par la voie du référendum. Car la question du statut nous concerne tous, usagers parfois incertains, mais toujours méprisants de ceux qui sont censés nous servir, combattus par les journalistes et le citoyen lambda, et toujours avides de réformes changeantes et rapides.

Ce think-tank vient de consacrer un rapport à la réforme de la fonction publique. Ce rapport peut être consulté sur le site www.generationlibre.eu

BIBLIOTHÈQUE DES ESSAIS

La Tragédie de l'Union européenne

Desintégration ou renaissance ?
 GEORGE SOROS, ÉDITIONS SAINT-SIMON, 196 PAGES, 17,50 €



GEORGE SOROS se définit comme un « spéculateur financier, philanthrope et philosophe ». Après avoir vu la Hongrie à l'âge de 16 ans, en 1946, il ne s'est pas étonné d'accueillir une « formule de 23 milliards de dollars, à l'issue d'opérations spectaculaires comme la chute de la livre sterling en 1992. Il en a redistribué plusieurs milliards en Europe de l'Est, mais aussi en Afrique du Sud pour soutenir la lutte anti-apartheid, et même en France où sa fondation a financé une étude du CNRS portant sur le contrôle au tacte. Et il réussit au sein du système capitaliste. Par-tout-t-il, quel qu'un de plus qualifié pour critiquer un système que celui qui a réussi au sein de ce même système ? », écrit-il.



Le titre de son nouveau livre, *La Tragédie de l'Union européenne*, doit être pris à la lettre. Comme dans la tragédie grecque, où, d'après son père sans le savoir, « le coupable est lui-même victime de sa propre ignorance », rappelle-t-il. Le coupable, c'est l'Allemagne, qui semble ignorer être la puissance leader de l'Europe et ne veut pas assurer une « hégémonie bienveillante ».

Soros cite comme modèles les Britanniques, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, acceptant de réduire de moitié les dettes allemandes. Il regrette que Berlin l'ait oublié. Dans la zone de la zone euro, Angela Merkel s'est toujours comportée de « faide le strict minimum », dit-il. Il fait droit au contraire à un caractère des perspectives

de long terme et réformer le traité de Maastricht (de 1992), dont l'objectif principal est de réunir les fautes. L'Allemagne devrait assumer pleinement son rôle de leader, quitte à accepter les sacrifices nécessaires de sa part.

Certes, le plus sûr est d'attendre, nous le dit Soros, que la période de la monnaie unique soit achevée, mais il ne faut pas attendre. Avec de nouvelles élections européennes, il y a de fortes chances de voir des médiateurs pour tous. C'est d'autant plus grave que l'Union européenne est confrontée à des difficultés considérables, comme une dévaluation de la monnaie allemande. Le livre, qui prendra la forme d'un entretien

avec le journaliste allemand du Spiegel Gregor Gerdts, se termine sur une note pas de genre au large, optimiste, en soi. Il nous offre en conclusion un portrait passionnant de George Soros, jusqu'à ce qu'il se départisse de son rôle de spéculateur. « Il veut être un homme d'affaires, et il veut être un philosophe », dit-il. Il parle de son expérience de directeur de la banque d'investissement de son père devant lui-même, les fautes identiques, « ce qui a conduit à une certaine identité ». « Je ne suis pas un homme d'affaires, mais un homme d'affaires, aussi bien dans ma carrière de spéculateur que dans mon rôle de philosophe », dit-il. « Je ne suis pas un homme d'affaires, mais un homme d'affaires », dit-il. « Je ne suis pas un homme d'affaires, mais un homme d'affaires », dit-il.

JEAN-PIERRE ROBIN